

Bon bilan économique et aucun bénéfice politique : les leçons des élections de mid term américaines



La défaite des démocrates aux Etats-Unis a de quoi surprendre. Avec un taux de chômage deux fois moins important qu'après la crise, et une croissance à 2,2% à faire envier les Etats membres de l'Union européenne, le parti du président avait tout sur le papier pour démontrer aux électeurs l'efficacité de son action politique.

Avec Patrick
Chamorel

Après la surprise de mardi dernier sur l'ampleur de la victoire républicaine, l'heure est désormais à l'analyse du vote et à la mise en place des stratégies pour les deux dernières années de présidence Obama (la cohabitation à l'américaine ne ressemble en rien à la française, dans laquelle c'est l'exécutif lui-même qui est divisé) et la campagne présidentielle. C'est le message contenu dans les récentes déclarations de Barack Obama et des leaders républicains des deux chambres, Mitch McConnell et John Boehner

Dans les 50 Etats comme à Washington, l'étiage républicain est à un niveau historiquement élevé -- et inédit depuis 1928 à la Chambre des Représentants! L'impopularité d'Obama a eu raison de la majorité démocrate au Sénat, image inversée de 2006. Mais des questions restent posées: le vote anti-Obama exprime-t-il aussi une adhésion accrue des Américains aux idées républicaines? Dans quelle mesure le Congrès républicains et le président sont-ils prêts au compromis pour sortir de la paralysie législative des quatre dernières années? La victoire républicaine de mardi porte-t-elle un coup à la candidature d'Hillary Clinton pour 2016 et annonce-t-elle la victoire d'un président républicain, tout comme dans le sens inverse, 2006 avait conduit à l'élection de Barack Obama en 2008?

La déferlante républicaine s'explique-t-elle par des facteurs propres aux élections à mi-mandat, ou illustre est-elle une vague de fond durable dans l'électorat? **Les élections à mi-mandat sont toujours des référendums contre le président en place qui, au bout de six ans, souffre aussi de l'usure du pouvoir.** La cote de popularité d'Obama est à son plus bas (40% tout de même, de quoi rendre jaloux François Hollande!) depuis le fiasco, l'année dernière, du site internet censé mettre en œuvre sa réforme du système de santé.

L'actualité internationale centrée sur l'Ukraine, la Syrie et l'Irak, et l'épidémie d'Ebola, a donné aux Américains le sentiment que leur pays, faute de leadership présidentiel fort, avait perdu le contrôle de la situation internationale. **Le pessimisme ambiant tient aussi au fait que depuis dix ans 2/3 des Américains estiment que leur pays est engagé sur la mauvaise voie. La plupart des Américains ne ressentent toujours pas les effets de la reprise économique compte-tenu de la baisse tendancielle du salaire médian depuis 2006 et du retrait de millions d'entre eux du marché du travail. Mais le leadership d'Obama est également en cause; la Maison-Blanche a été incapable d'exploiter sur le plan politique des performances économiques qui ne cessent**

pourtant de s'améliorer depuis plusieurs années: 3,5% de croissance au 3eme trimestre 2014 et un taux de chômage ramené a 5,9%, la moitié d'il y a quatre ans! Les enjeux spécifiques tels que la guerre en Irak en 2016 et la réforme du système de sante en 2010, ou même les débats sur les questions de société comme l'avortement par exemple, ont été quasiment absents cette année, empêchant dans ce dernier cas les démocrates de mobiliser leur électorat féminin, comme l'a illustré par exemple l'échec du sénateur sortant Mark Udall au Colorado.

Face a ce scrutin, les démocrates étaient encore plus sur la défensive que d'habitude dans ce type d'élections. Pour des raisons liées à la sociologie du vote, la faible participation aux élections à mi-mandat (35% environ) avantage toujours le parti républicain. A cet avantage s'ajoute, dans un referendum anti-Obama, la motivation supérieure des républicains que des démocrates, profondément déçus par leur ex-champion.

La négativité de la campagne nationale menée par les républicains a empêché aussi de détecter un fort courant d'adhésion aux idées républicaine. Divisés et prudents, les républicains se sont abstenus de proposer une vision ou un programme alternatif. Plutôt qu'un mandat, les électeurs leur ont donné une chance, pendant deux ans, de relancer la machine gouvernementale et de faire mieux qu'Obama. En fait, l'image du parti républicain avant ces élections était a un niveau exceptionnellement bas, compte-tenu de l'extrémisme de certaines de leurs positions et de leur obstructionnisme au Congrès. Mais cette image pourrait changer dans la foulée de ces élections. Tirant les leçons de 2010 et 2012, l'establishment républicain a réussi à faire élire des candidats de meilleure qualité dans les primaires, au détriment des candidats inexpérimentés du Tea Party qui en 2010 et 2012 avaient limité les gains républicains en sièges. L'image pro-business et de compétence économique des candidats républicains, contrastant avec celle de l'administration Obama, a joué en leur faveur. Les idées républicaines telles que les baisses d'impôts, ont elles-aussi séduit les électeurs, surtout dans les campagnes pour les postes de gouverneurs, assurant le succès des sortants et la conquête de plusieurs Etats inclins généralement a voter démocrate, comme l'Illinois, le Massachusetts et le Maryland, et en Nouvelle-Angleterre. La coalition électorale d'Obama a été écornée, par exemple chez les "latinos" et les femmes; le "Gender Gap" au profit des démocrates a fondu comme peau de chagrin.

Le cœur du projet républicain est un changement de cap de la politique économique. Des compromis difficiles sont néanmoins envisageables sur des sujets tels que la construction du pipeline "Keystone" entre le Canada et le Golfe du Mexique, la levée de l'interdiction d'exporter du gaz naturel et du pétrole, le rapatriement aux Etats-Unis, avec une fiscalité réduite, des profits réalisés a l'étranger par les multinationales, ou encore les traites de libre-échange avec l'Europe et la zone Pacifique. Mais Obama est-il prêt a sacrifier les écologistes et les syndicats, piliers du parti démocrate?

Les deux parties ont pointé les lignes jaunes à ne pas dépasser: d'un cote la remise en cause des lois symboliques sur la réforme du système de sante et la régulation des banques; de l'autre, le recours a une ordonnance sur la réforme du droit de l'immigration pour contourner l'opposition républicaine. Deux autres sujets s'annoncent particulièrement sensibles: une éventuelle nomination à la Cour Suprême que le Senat serait en mesure de bloquer, et l'Iran. Un accord nucléaire avec l'Iran serait un accomplissement majeur pour Obama et son bilan (de même qu'une réforme de l'immigration et les traites de libre-échange). Toutefois, les républicains menacent l'Iran de sanctions supplémentaires au cas où un accord nucléaire ne pourrait être signé a l'échéance prévue, et pourraient renâcler a réduire les sanctions en cas d'accord.

La vague républicaine de mardi dernier laisse-t-elle présager une victoire de leur camp en 2016? L'élection d'Obama n'avait-elle pas suivie la victoire démocrate de 2006? Incontestablement, leur récente victoire a boosté le moral des républicains, a l'inverse de celui des démocrates. Mais pour combien de temps? En 2016, Obama ne sera plus au cœur de l'élection --mais Bush ne l'était pas non plus en 2008! La façon de gouverner et les résultats des républicains au Congrès vont-elles convaincre l'opinion? En réalité, seule va compter la dynamique provoquée par les candidatures et les victoires dans les primaires.

Les démocrates semblent disposer d'un atout maitre: Hillary Clinton. Elle s'appuie sur une forte popularité (et celle de Bill) dans le camp démocrate, un réseau efficace de notables et de militants sur le terrain, et une capacité éprouvée à lever des fonds. L'image d'expérience et de compétence d'Hillary Clinton contraste favorablement avec celle d'Obama. Elle se positionne sur la droite de celui-ci, se montrant plus ferme en matière de politique étrangère et de sécurité nationale, ce qui ne peut lui nuire dans les circonstances actuelles. Elle souffre cependant d'un défaut de nouveauté du a son âge et a la présidence de son mari dans les années 1990, qui l'empêche d'incarner le changement. Les récentes élections n'ont fait que renforcer ce handicap, dans la mesure où elles ont exprimé un fort désir de renouvellement. Sa rivale possible et potentiellement dangereuse sur sa gauche dans les primaires démocrates, la sénatrice du Massachusetts Elizabeth Warren, soulignerait encore ce contraste. Un autre handicap pour Hillary Clinton est sa personnalité clivante, susceptible de limiter ses gains potentiels dans l'électorat centriste des "indépendants".

La défaite d'Obama et la domination républicaine aident cependant Hillary Clinton pour une autre raison: elle devient instantanément le porte-drapeau d'une majorité de démocrates (en dépit de la popularité d'Elizabeth Warren chez nombre de militants de base qui estiment qu'Obama n'a pas été suffisamment à gauche) contre les politiques des républicains. L'ampleur de la victoire républicaine devrait donc l'aider à remobiliser les troupes démocrates en mal de leader et de projet. Son défi consistera à défendre les valeurs démocrates contre celles des républicains, ainsi qu'une partie du bilan d'Obama, sans toutefois se référer au président sortant, dont l'image est trop ternie. Il lui faudra définir la bonne stratégie et faire une bien meilleure campagne qu'en 2008!

Une autre limite a la tentation d'extrapoler les résultats des élections à mi-mandat est la différence considérable en matière de participation au vote. Le taux de participation tourne autour de 35% aux élections à mi-mandat, contre 55% à la présidentielle. **Ce dernier taux traduit l'avantage dont bénéficie le parti (en général le parti démocrate) le mieux à même de mobiliser les électeurs intermittents, nombreux parmi les jeunes, les noirs et les "latinos". Bien qu'aux récentes élections a mi-mandat, le parti républicain se soit montré plus compétitif vis-à-vis de ces électorats que lors des dernières élections présidentielles, son électorat reste très largement composé d'hommes blancs. Les républicains sont de plus en plus conscients qu'ils ne pourront devenir plus compétitifs auprès des jeunes, des femmes et les minorités qu'en faisant évoluer leurs positions sur**

l'avortement et l'homosexualité, et en faisant adopter par le Congrès une loi reformant le droit de l'immigration. Il reste que leur base électorale est plus opposée que jamais à une quelconque forme d'amnistie pour les immigrés en situation irrégulière.

Bref, au lendemain de ces élections à mi-mandat, un nouveau cycle politique s'ouvre, avec l'inéluctable lot de surprises caractéristiques des présidentielles américaines.